

# UEM et monnaie unique, critiques

## Les objectifs officiels de l'UEM

Le **Traité de Maastricht** ratifié en 1992, (en vigueur au 1er novembre 1993) instaure notamment la marche à l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Il contient d'autres éléments, sur la citoyenneté, la sécurité, la police, la diplomatie. Mais l'UEM en est le cœur et le cœur de l'UEM est la monnaie unique.

Cela vient après l'Acte unique de 1987 qui a instauré, à partir du 31 décembre 1992, le **Marché unique**, avec notamment « la libre circulation » des capitaux, ce Marché « unique » se différenciant du « **Marché commun** » (Traité de Rome, 1957). Cette UEM veut aller au-delà du **Système monétaire européen (SME)** existant (voir encadré ci-contre).

Quels sont les objectifs de l'UEM?

❶ L'instauration d'une monnaie unique : cela veut dire que les monnaies nationales européennes doivent être supprimées et remplacées par une monnaie unique : on avait d'abord maintenu le nom d'écu, maintenant on l'appelle l'euro, pour marquer nettement le changement de conception.

❷ Les Banques centrales nationales sont subordonnées à ce qu'on appelle le **Système européen de Banques centrales**, le SEBC. De même, on a le **Système de la Réserve fédérale** aux États-Unis. En réalité, c'est bien plus centralisé qu'aux États-Unis. Aux États-Unis il y a douze banques centrales et la Banque de New-York est leader, comme celle qu'on « regarde et suit » mais qui ne dirige pas en droit. Tandis qu'ici nous avons une Banque

centrale dirigeant en droit tout le système, la **Banque centrale européenne**, la BCE.

❸ Des étapes et préparations sont prévues : périodes probatoires, rapprochements, critères de convergence, ou encore l'**Institut monétaire européen** qui doit préparer la BCE.

En réalité, les crises qui éclatent pendant toute cette marche à la monnaie unique, au lieu d'harmoniser, d'arranger les choses, développent les antagonismes. Ce sont la crise de 1992 avec la série de baisses des taux de change (livre, lire, peseta etc.) et des sorties du SME, puis la crise encore plus forte de l'automne 1993 avec l'élargissement des marges de fluctuations permises entre les monnaies demeurées dans le SME : 15 % de part et d'autre des cours-pivot, au lieu de 2,25 %. Ce sont aussi les pressions sur les systèmes de Sécurité sociale et sur les dépenses sociales. Cependant, on poursuit toutes les explications et propagandes pour faire croire que c'est l'union, la coopération pour la croissance des gains pour tous et pour l'emploi de tous etc., alors qu'en réalité c'est tout autre chose que l'on tend à construire. ■

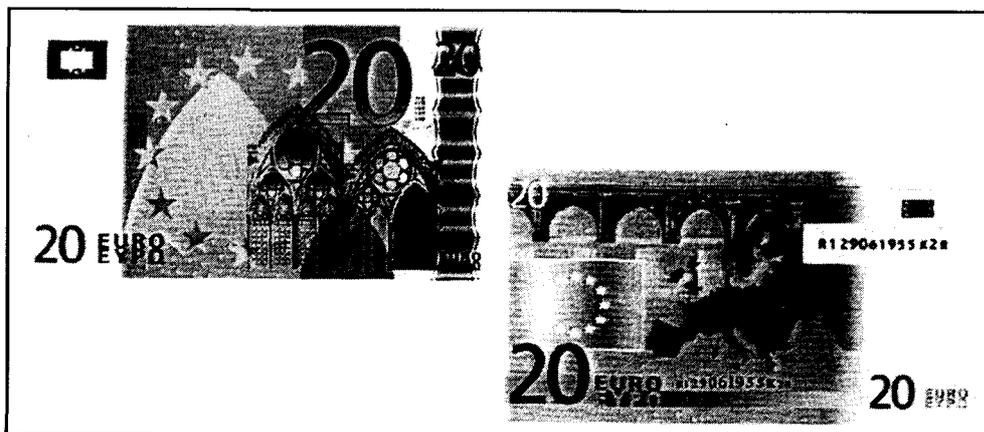
### Les éléments du SME existant

- ❑ L'écu, qui est surtout une unité de compte monétaire.
- ❑ Des marges de fluctuations limitées entre les monnaies européennes.
- ❑ Un Fonds européen de Coopération monétaire (FECOM).
- ❑ Une Banque européenne d'Investissement.

La création du SME renvoie à toute la crise du **Système monétaire international (SMI)**.

Il s'agissait à la fois de l'objectif affiché de lutter contre les instabilités monétaires de la crise, mais aussi en réalité de s'installer dedans. Avant la crise du SMI, nous avions le **Fonds monétaire international (FMI)**, instauré après la Seconde Guerre mondiale, les parités fixes des monnaies définies en or, mais révisables (c'est-à-dire qu'on pouvait dévaluer) mais déjà avec le rôle important du dollar aux côtés de l'or. La crise de ce système intervient vers 1967-1973. Elle est marquée notamment, avec le décrochement de l'or, par le flottement des monnaies entre elles qui ne sont plus définies en or. De même, ont été créés des Droits de Tirages spéciaux (DTS) au FMI, non remboursables (contrairement aux Droits de Tirages normaux antérieurs).

Mais c'est, en fait, le rôle dominant du dollar qui a été encore développé. Puisque tout flottait et qu'on avait décroché de l'or, on avait d'abord institué une sorte de « flottement en commun » des monnaies européennes, mais avec déjà une certaine domination de l'Allemagne en fait, puis, de façon plus structurée, le **Système monétaire européen**.



Une véritable propagande vise à entériner l'idée que le passage à la monnaie unique est inéluctable : ici la reproduction de billets en euro qui seraient mis en circulation... en 2002

\* La contribution en cinq points de Paul Boccard que nous publions ici correspond aux cinq parties de son intervention dans le cadre des journées d'études sur l'Union européenne à Draveil des 25 et 26 janvier 1997.

# et propositions alternatives

## Les prétentions de la monnaie unique : 6 illusions ou 6 démagogies et 6 critiques ou 6 réalités

vant de passer aux six points, deux mots d'introduction. La monnaie unique, comme son nom l'indique, c'est « l'unicité » et non pas l'union. Une union, c'est un peu comme une équipe de foot, elle est unie, mais il y a beaucoup de joueurs différents. On pourrait avoir une Union européenne avec plusieurs pays associés, unis. Mais on nous propose le « joueur unique ». Dans « l'homme de fer, tous sont fondus, enchaînés dans un joueur unique ! ». Et cette unicité présente un double aspect dont souvent on ne voit pas le lien dans nos explications.

En général, on dit que les critères de convergences de Maastricht (par exemple ne pas dépasser 3% du PIB pour le déficit budgétaire), entraînent des compressions des dépenses budgétaires, des dépenses sociales, etc. Et, d'autre part, on dit la monnaie unique c'est contre la souveraineté nationale. Et puis on ne voit pas très bien le lien entre les deux.

C'est la monnaie unique qui est le fondement de toute la construction et les critères dépendent de la monnaie unique. L'unicité ce n'est pas seulement la mise en cause de la souveraineté, (suppression des monnaies nationales), mais c'est la fusion d'alignement sur le plus fort, sur l'Allemagne, d'où l'aspect anti-social. En effet, la fusion d'alignement sur l'Allemagne, plus puissante économiquement que les autres, vise aussi à avoir un taux de change élevé, pour faciliter ainsi les acquisitions financières et les placements financiers, tout en permettant l'attraction des capitaux grâce à des rendements en monnaie forte.

Mais les taux de rendements élevés des placements financiers poussant à la hausse les taux d'intérêt à long terme, ils font concurrence aux investissements réels, en faisant pression sur l'emploi et sur les dépenses sociales. Pour favoriser

la croissance financière, il faut privilégier les taux de change et ne pas baisser les taux d'intérêts autant que les pays non européens.

L'alignement sur le deutschemark c'est à la fois contre la souveraineté et pour la croissance financière contre l'emploi et le social, ce qui renvoie aux critères de convergence anti-sociaux. Et moins un pays est « fort », plus l'alignement va agir contre ses dépenses sociales et en faveur de ses placements financiers. La France a un taux de chômage de 12,7%, l'Espagne de 21%, alors que l'Allemagne connaît un taux de 10% (dont 16% à l'Est) à la fin de 1996. La situation n'est pas la même, mais on veut les mêmes exigences monétaires, de taux de change, de taux d'intérêt, de déficits, d'endettement, etc

❶

On dit le but de la monnaie unique c'est la stabilité monétaire. En réalité, on confond stabilité avec hauteur du taux de change, ce qui n'est pas la même chose. Il y a stabilité entre monnaies européennes puisqu'il n'y a plus qu'une seule monnaie. Mais comme on va s'accrocher au mark, cela concerne aussi la hauteur du taux de change. Dans une intervention récente, Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, dit vouloir « une monnaie stable et forte », ce qui concerne deux caractéristiques très différentes. Fort, cela veut dire un taux de change élevé et qui tend à s'apprécier. Et en cherchant à avoir une monnaie très forte, élevée, au-dessus de ses conditions économiques, on peut agir au contraire contre sa stabilité. La preuve c'est ce qui s'est passé en 1992, la monnaie était trop élevée et ça a éclaté : les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Anglais ne pouvaient pas tenir avec ce taux de change élevé, tandis que la spé-

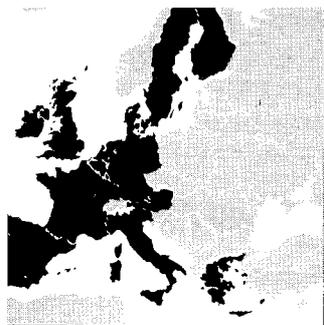
culatation contre le dollar faisait monter le deutschemark.

On vise un alignement sur le deutschemark avec un taux de change relativement élevé pour favoriser les placements financiers et les prises de contrôle (aux Etats-Unis, en Asie, en Europe de l'Est, etc.). Pour maintenir ces taux de change élevés et également pour attirer des capitaux, on va avoir des taux d'intérêt élevés (et en monnaie forte). D'ailleurs les deux mouvements marchent de pair, parce qu'on attire pour réexporter des capitaux. L'Allemagne attire des capitaux pour réexporter en Europe de l'Est, pour dominer en Europe, etc.

Tout cela joue contre l'emploi et les dépenses sociales. On a besoin de taux d'intérêt réels relativement élevés en liaison avec ce taux de change élevé. Et aussi, en favorisant les placements financiers, on favorise la recherche de rendements élevés et de taux d'intérêt réels élevés. Et ces taux d'intérêt réels élevés font pression contre l'emploi. Pour payer les taux d'intérêt réels, on va réduire l'emploi. Ou encore, on veut des rentabilités si élevées de la production et de l'emploi pour concurrencer les placements financiers, que cela freine la croissance réelle et encore plus l'emploi.

❷

Certes, il n'y aurait plus de spéculation, puisqu'il y a monnaie unique, entre les différentes monnaies européennes. Mais en réalité, le dollar n'est pas supprimé. Et la spéculation peut jouer très fortement à partir du dollar. Déjà, dans la crise de 1992, la livre ou la lire ont vu leurs taux de change très abaissés. Pourquoi? Parce que le dollar baissait, le deutschemark déjà élevé montait encore et les autres monnaies collées au deutschemark



devaient trop monter. Cela étrangeait leurs exportations. Le rapport dollar/monnaie européenne a été et sera encore plus décisif, que le dollar baisse ou qu'il monte à partir de son taux bas.

On ne supprime pas du tout le dollar, ni le yen d'ailleurs, etc. Et au contraire, on peut renforcer une hyper-spéculation parce que la monnaie européenne sera plus massive pour des mouvements spéculatifs, contre le dollar, sans compter le yen, avec des répercussions diversifiées suivant les différents pays européens. En outre, la spéculation peut continuer, et même redoubler, entre les pays européens eux-mêmes, dans la mesure où il y aura les pays dedans et les pays en dehors de l'euro, dans les débuts au moins.

Il faut aussi tenir compte du moment de la définition des taux de conversion des monnaies européennes en euro, à l'entrée, où on peut spéculer aussi. En fait de supprimer la spéculation et ses effets, c'est du contraire dont il s'agit.

### ③ Troisième illusion : on dit, c'est pour répondre aux dangers de la mondialisation et à la domination du dollar

Il s'agirait d'une réponse européenne à la pression du dollar, en même temps que l'on favoriserait un îlot européen de stabilité et de coopération. Mais en réalité, l'Europe est entièrement branchée (même si cela ne représente que quelque 15% des échanges extérieurs à l'Union, cela est décisif et donne le ton à tout le reste) sur la concurrence mondiale et la mondialisation. Et en fait de réponse au dollar et à sa domination, il y a – comme certains le reconnaissent – la volonté d'avoir une monnaie puissante, qui entrera plus violemment dans la guerre économique contre le dollar. Par conséquent, le problème, c'est de rivaliser. En fait d'être protégés, c'est intensifier la « guerre » économique.

En réalité, la solution c'est de coopérer entre Européens, au lieu de s'aligner sur le plus fort, et cela pour un monde de coopération, et non pas dominer en Europe pour rivaliser de domination dans le monde, ce qui est projeté avec la monnaie unique.

### ④ Quatrième prétention : on prétend pouvoir abaisser les taux d'intérêt et ainsi favoriser la croissance

Il n'y aurait pas besoin de relever les taux d'intérêt, par exemple pour que le franc soit aligné et suffisamment haut par rapport au deutschemark, etc.

Mais en réalité, le problème des taux d'intérêt n'est pas seulement propre à l'Europe, c'est un problème mondial et il y a une tendance à la hausse des taux d'intérêt réels longs mondiaux. C'est un problème fondamental, lié à la croissance financière, à la demande de titres de placements, alors qu'on va développer cette croissance financière. D'ailleurs, il y a le projet d'impulser de façon formidable les places financières en Europe grâce à la puissance de l'euro, avec la rivalité entre places européennes pour l'emporter. Est-ce que ça va être Paris? Ou bien Francfort? Sans compter Londres : dans la mesure où sa place financière sera « out » (hors de la monnaie unique), elle pourra rivaliser avec un rôle différent.

Il faut préciser qu'on joue sur deux réalités distinctes : d'une part les taux d'intérêt à court terme et nominaux, d'autre part les taux d'intérêt à long terme et réels (réels, c'est-à-dire moins l'inflation). Or ce que les Banques centrales peuvent fixer, comme la future Banque centrale européenne, ce sont des taux d'intérêt à court terme nominaux. Mais ce qui compte le plus, c'est le long terme réel, parce que c'est lui qui fait concurrence, et pression contre les investissements et par voie de conséquence contre l'emploi. Soit parce qu'il faut payer les intérêts à long terme, soit parce qu'on fait des placements financiers à long terme au lieu de faire des investissements de production dont les rendements sont moins élevés.

D'ailleurs maintenant les taux d'intérêt à court terme ont baissé et les taux d'intérêt à long terme réels ont très peu décliné...

### ⑤ Cinquième illusion ou prétention : ça va supprimer les déficits commerciaux et la sanction de ces déficits entre pays européens

Par exemple, il existe un déficit commercial entre la France et l'Allemagne, la France est bénéficiaire au plan mondial mais elle est déficitaire vis-à-vis de l'Allemagne.

On dit : il n'y a plus de problème si c'est la même monnaie, il n'y a pas de sanction monétaire du déficit. Mais c'est extrêmement démagogique parce que le déficit reste. Si la France – ou un autre pays, peu importe : l'Espagne... – présente un déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne, c'est-à-dire achète plus qu'il ne vend, il n'y aura plus de problèmes au niveau monétaire, en clair, pas de pression sur le franc qui n'existera plus. Si en effet, on n'arrive pas à payer, on peut demander du deutschemark en vendant du franc. Le franc peut baisser. En fait, il n'y aura plus de sanctions

monétaires mais, en même temps, il n'y aura plus ni d'avertisseur, ni de moyens d'agir au plan monétaire. Cependant, le déficit demeurera.

Or, avec la monnaie nationale, on a trois moyens d'agir qu'on n'aura plus.

□ On peut baisser le **taux de change** ; on l'a vu en 1992 pour l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, le Portugal. S'il l'on présente un important déficit commercial (comme en 1992), on baisse sa monnaie, cela rend les marchandises étrangères, allemandes par exemple, plus chères, et on importera moins ; au contraire, les marchandises nationales (britanniques ou italiennes etc.) deviennent moins chères et l'on pourra vendre plus. C'était une façon d'agir. Et ça ne serait plus possible. On a bien vu pour l'Angleterre comment la baisse de la livre a été utilisée, notamment pour l'emploi qui se porte relativement moins mal en Grande-Bretagne.

□ Mais il y a également une deuxième façon de procéder : ce sont des taux d'intérêt différentiels. On ne pourra plus agir sur cet aspect non plus. Ces **taux d'intérêt**, en tout cas nominaux à court terme de la Banque centrale, peuvent jouer aussi, avec des facilités monétaires plus grandes dans le pays qui a des difficultés pour favoriser l'emploi et la production chez lui.

□ Troisièmement, on peut utiliser une **politique budgétaire** plus expansive. Mais là aussi elle sera encadrée strictement. Alors que restera-t-il comme « variables d'ajustement » comme disent les économistes ? les salaires et l'emploi (outre la prise de contrôle des entreprises par des capitaux extérieurs). C'est si vrai que dans un pays à monnaie unique, avec de grands contrastes comme c'est le cas par exemple en Italie (avec l'opposition Nord-Sud), on émigre vers le Nord, (à condition de trouver un emploi dans le Nord) et l'on a un chômage bien plus fort au Sud. Et c'est aussi très important aux Etats-Unis, où, avec la monnaie unique, on a de grands mouvements migratoires et de grands écarts de chômage. Jean-Paul Fitoussi déclarait dans un débat récent : « ça va être comme entre le Limousin et Paris, il n'y aura plus de problèmes... ». Mais un pays entier comme la Lozère dépeuplée, c'est plutôt un problème ! Les dockers de Marseille, par exemple, on va leur dire de baisser fortement leurs salaires ou encore d'aller travailler à Hambourg, et puis demain à Rotterdam, sans compter le chômage qui existe à Rotterdam ou Hambourg. La très grande majorité restera comme chômeurs à Marseille.

L'ajustement par les salaires et par le chômage, voilà la variable que l'on voudrait exclusive. C'est si vrai que Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank a déclaré récemment que s'il y a des pro-

## Les critères de convergence

**Les critères de convergence, prévus par le Traité de Maastricht, entre les monnaies européennes et conditionnant leur éligibilité à la fusion dans la monnaie unique, sont caractéristiques de l'orientation fondamentale de la monnaie unique.**

Elles montrent le sens déflationniste de la construction, visant à favoriser la croissance financière et la volonté de s'inscrire dans la guerre économique pour la domination financière.

**Les critères de convergence concernent :**

**1. Le déficit public : au sens large, il ne devrait pas dépasser 3% du PIB. Cela renforce toutes les compressions de dépenses sociales.**

**2. L'endettement public : il ne devrait pas dépasser 60% du PIB. Cela va dans le même sens que le premier critère.**

**3. Les taux de change : ils doivent, pendant deux ans, rester dans les marges de fluctuation limitées du système monétaire européen. C'est surtout le collage au deutschemark élevé qui est recherché.**

**4. Les taux d'inflation : ils ne doivent pas dépasser de plus de 1,5 point de pourcentage la moyenne des trois pays présentant le plus bas taux d'inflation. Cela rejoint le troisième critère.**

**5. Les taux d'intérêt à long terme : ils ne doivent pas dépasser un écart maximal de 2% avec les plus bas.**

blèmes d'emploi, cela provient de la rigidité du marché travail (les salaires, le SMIC, les protections sociales, les travailleurs qui n'acceptent pas n'importe quelles conditions) et que la monnaie unique va supprimer « l'airbag » des monnaies nationales sur le marché du travail. C'est donc la mise en concurrence exacerbée des travailleurs européens entre eux qu'il s'agit de pousser.

⑥ **Sème illusion :** on dit que la Banque centrale européenne indépendante va permettre de jouer contre les dangers inflationnistes et contre les gâchis dus à toutes les rigidités.

La BCE « indépendante » va permettre, dit-on, des politiques rigoureuses, au lieu

de toutes les pressions sociales dans les différentes nations qui engendreraient des dépenses inflationnistes, des résistances à la nécessaire flexibilité, etc.

En réalité, ce sont les pressions déflationnistes contre l'emploi et contre les dépenses sociales qui vont être considérablement renforcées et même transformées en injonctions rigides. Plus les différents

pays de l'Union européenne ont des taux de chômage élevés et plus l'opposition à des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes, de la part de la BCE, pourrait être grave, en agissant contre la croissance réelle et encore plus contre l'emploi, sous prétexte de prévenir l'inflation et de préserver la force de l'euro. ■ P. B.

## Prétendus aménagements et conditions

Face à l'évidence des maux sociaux, comme le chômage massif plus sévère en Europe, auquel a contribué la marche à la monnaie unique, et face aux craintes formulées concernant leur aggravation, certains, notamment dans la gauche socialiste, prétendent proposer des aménagements ou des conditions.

① **Il s'agit, tout d'abord, d'une mise en cause, ou au moins d'un assouplissement des critères de convergences**

Est tout particulièrement concerné le déficit budgétaire difficile à remplir (en France notamment) et considéré comme le plus dangereux socialement. Cependant, tandis que certains déclarent qu'il n'est pas question de revenir sur les critères stricts, d'autres proposent de les interpréter à partir des « tendances » allant vers eux.

Mais, c'est la monnaie unique elle-même qui est porteuse des contraintes de ce type et ce de façon en principe définitive.

② **On propose aussi d'ajouter éventuellement des déclarations concernant l'emploi**

Mais déjà l'emploi est mentionné dans le texte définissant l'UEM. Et ce ne sont pas des proclamations plus étendues qui changeront quelque chose, face à la nature déflationniste (et de mise en concurrence exacerbée des travailleurs) des orientations résultant de la monnaie unique elle-même. Toutefois, l'idée avancée par des syndicalistes allemands d'un report à plus tard de la monnaie unique, sous réserve de mesures importantes

pour l'emploi, peut être plus intéressante.

③ **Enfin, le Conseil national du Parti socialiste a avancé quatre « conditions » de la réalisation de l'euro :**

□ la nécessité de l'adhésion de l'Italie et de l'Espagne, au lieu de la réduction au noyau dur de la zone mark (Allemagne, Benelux, Autriche) et de la France, sous prétexte de non-respect rigoureux des critères de convergence ;

□ un gouvernement économique européen, face à la BCE, définissant la politique économique européenne ;

□ des marges d'action budgétaires élargies ;

□ un rapport de l'euro au dollar suffisamment abaissé.

Cependant, ces conditions sont, pour certaines, irréalistes, mais on risque de prendre acte de leur non-réalisation sans rien changer au processus, au lieu de mettre en cause toute la construction. Il s'agit tout particulièrement de l'adhésion de l'Italie (6,7% du PIB de déficit public, une dette publique de plus de 120% du PIB, en 1996), ou de l'Espagne. Certaines conditions visent en fait les risques prévisibles de l'institution de l'euro sans du tout mettre en cause son existence, comme les marges de manoeuvre budgétaires et le rapport au dollar. Ou bien encore, elles sont largement illusoire, comme le gouvernement économique européen (à supposer qu'il soit réalisé) : cela tendrait à renforcer encore la fuite en avant vers l'unicité autoritaire de la politique économique, tandis que la BCE « indépendante » accroîtrait de toutes façons ses pressions et celles des marchés financiers sur cette politique. ■ P. B.



# Organisation du passage et dispositions d'accompagnement

## ❶ Le calendrier prévu

En 1998, les chefs de gouvernements décideront s'il est opportun de poursuivre la réalisation de l'UEM. Auparavant, l'Institut monétaire européen décidera avec la Commission européenne quels pays ont rempli en 1997 les critères de convergence pour être membres fondateurs de l'UEM au 1er janvier 1999. Cela risque d'être uniquement l'Allemagne, la France et les pays de la zone mark (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Autriche), ce que l'on appelle le « noyau dur ».

En 1999, la monnaie unique de l'euro serait créée comme monnaie de compte et la BCE commencerait à contrôler la politique monétaire des Etats membres. Les espèces nationales continueraient à circuler mais seraient verrouillées entre elles. Et en 2002, en principe, il n'y aurait que l'euro pour circuler dans les pays qui l'aurait adopté.

Cependant, des voix se font entendre pour un éventuel « report ».

## ❷ Le système économique européen « bis »

Face aux craintes très vives de « dévaluations compétitives » ou encore de spéculation, le Conseil européen de Dublin des 13 et 14 décembre 1996 a pris position pour l'instauration d'un « SME bis », après le 1er janvier 1999. Ce « SME bis » définirait les relations entre l'euro et les devises européennes hors euro, qui n'auraient pas intégré la monnaie unique, si celle-ci était réalisée en 1999. Cependant, le Royaume-Uni et la Suède peuvent décider de ne pas en faire partie.

Dans ce système nouveau, il y aurait des marges de fluctuations relativement limitées autour de l'euro, proches de celles, récemment élargies, du système européen actuel (plus ou moins 15%). Ce qui reste important.

La BCE devrait « soutenir » le système et demander des « réalignements » de monnaie éventuels. Et le Conseil général de la BCE (avec les gouverneurs des Banques centrales des 15) devrait coordonner une politique monétaire rigoureuse. La Commission européenne définirait des programmes de convergences.

Tout cela laisse augurer de sérieux affrontements possibles, même si l'on s'efforce de les conjurer.

Depuis, les gouvernements italien, espagnol et portugais (des pays dits de

façon méprisante du « Club Med ») protestent contre la possibilité pour leurs pays d'être écartés de la première réalisation, malgré leurs violents efforts de convergences, en conformité avec les aspirations de leurs capitalistes placeurs de fonds et/ou attracteurs de capitaux extérieurs. Mais ils ne considèrent pas le problème des dépenses sociales et du chômage massif, exigeant des stimulations monétaires et budgétaires différentielles de la croissance réelle et de son contenu social qu'empêcherait la monnaie unique. Cependant, les marchés ont pu commencer à spéculer à la baisse sur les monnaies correspondantes. Et les perspectives de blocages, de désordres ou d'affrontements se précisent.

## ❸ Un Pacte dit « de stabilité et de croissance »

Ce Pacte concerne les Etats participant à la monnaie unique pour la durée de la troisième phase de l'instauration de l'UEM (de 1999 à 2002 en principe). Il vise à une discipline budgétaire très stricte, au nom de la stabilité monétaire. Mais on évoque explicitement une monnaie stable et forte (au taux de change élevé). Et, en fait, il s'agit de renforcer les tendances déflationnistes des budgets en conservant l'exigence du critère de convergence correspondant.

Les Etats membres s'engagent à des

budgets proches de l'équilibre sinon en excédent, avec les programmes adéquats.

Si un pays participant a un déficit budgétaire de plus de 3% et qu'il n'est pas en situation de récession caractérisée, la Commission et le Conseil des ministres lui adresse des recommandations. Et si ce déficit n'est pas corrigé, le pays subit des sanctions financières lourdes.

La sanction consiste en un dépôt sans intérêts, converti en amende au bout de deux ans si le déficit a persisté. Le montant est de 0,2% du PIB dès que les 3% sont dépassés et de + 0,01% par tranche de dépassement supplémentaire de 0,1%, avec un plafond de 0,5% du PIB.

En ce qui concerne la situation de « récession », seul un recul de plus de 2% du PIB permet sans discussion d'être exempté de sanction. Entre 0,1% et 0,75% du recul, pas d'exemption (bien qu'il faille un vote du Conseil des ministres). Entre 0,75% et 2%, des circonstances exceptionnelles peuvent être invoquées, quoique le Conseil des ministres doive décider par un vote de la suite à donner. A noter que sur les récessions qu'ont connu les 15 pays européens de 1970 à 1996 en Europe, 9 ont représenté plus de 2% de recul du PIB et 21 entre 0,75% et 2%. D'où le caractère sérieusement limitatif des exemptions de sanctions. ■

P. B.

## Une autre construction monétaire européenne de coopération

**C**ontrairement à la démagogie des promoteurs de la monnaie unique, présentant tous les opposants au Traité de Maastricht comme anti-européens, nous sommes partisans d'une construction européenne hardie mais tout autre, de coopération dans l'intérêt des peuples et non d'intégration dominatrice.

## ❶ La promotion d'un « nouveau écu » ou « instrument monétaire

de coopération » ou « monnaie commune »

Il s'agirait d'une création sociale très novatrice pour une coopération monétaire très intime, avec une monnaie commune ne supprimant pas les monnaies européennes nationales comme la monnaie unique de l'euro mais au contraire, largement fondée sur elles.

Sa définition serait double : il s'agirait, d'une part, d'un **écu courant**. Celui-ci serait défini comme l'écu actuel, comme

un panier ou un cocktail des monnaies européennes associées. Cependant, le poids de chaque monnaie serait révisé afin, notamment, d'éviter le rôle majoritaire de la zone mark (comme aujourd'hui).

Mais aussi, il conviendrait d'aller au-delà des limitations actuelles des fonctions de l'écu comme instrument monétaire commun, utilisé principalement comme monnaie de compte, mais de façon très limitée comme monnaie de règlement ou encore de réserve. Il faudrait surtout aller au-delà des limites actuelles de sa création proprement dite.

Il s'agirait, d'autre part, d'un **écu de référence**, défini par l'écu panier, mais avec un pouvoir d'achat constant du PIB des pays européens associés, c'est-à-dire hors inflation. Cet écu servirait de référence pour les monnaies européennes, non seulement pour l'inflation de l'écu courant, mais aussi pour l'inflation différentielle de chaque monnaie, voire pour les changements éventuels de parité, au lieu d'une référence à l'or ou encore au dollar.

Par parenthèse, cette monnaie commune de coopération s'opposerait aux divers autres projets existants de **monnaies communes et parallèles**, depuis l'*Europa* du Manifeste publié dans *The Economist* en 1975, jusqu'à la proposition britannique « d'écu fort » (*hard ecu*) de 1990. En effet, ces derniers projets visent (avec diverses formules garantissant la constance du pouvoir d'achat de la monnaie commune) à favoriser la **croissance financière** et la rivalité de la monnaie parallèle avec les monnaies nationales. Tout au contraire, **la monnaie commune de coopération** que nous proposons entre les monnaies nationales viserait une plus vaste création monétaire pour financer, de façon diversifiée et convergente, **l'emploi, la formation, les ressources humaines**, avec des charges financières abaissées.

## 2. Un nouveau Fonds monétaire européen

Un tout nouveau Fonds monétaire européen (FME) serait organisé pour créer et gérer cette monnaie commune, très différente de l'actuel Fonds européen de Coopération monétaire (FECOM).

Il s'agirait d'une institution autonome de coopération entre les Banques centrales participantes, mais aussi entre les politiques monétaires des Etats associés (à l'opposé de l'indépendance prévue de la BCE). Contrairement au FECOM, cette institution ne concernerait pas essentiellement un système de soutien monétaire à très court terme pour un maintien des marges de fluctuations monétaires réduites entre les monnaies participantes. Cette mission du FECOM (et du SME lui-même) a visé à favoriser :

□ la stabilité des taux de changes européens relatifs (en liaison avec l'intégration commerciale et productive nouvelle);

□ mais aussi, de plus en plus depuis le début des années 1980, la réduction de l'inflation et des différentiels d'inflation avec l'Allemagne, tout en jouant contre l'expansion monétaire pour l'emploi, en faveur des hauts taux de change ou d'intérêt et de la croissance financière (placements et attraction de capitaux financiers) et en aggravant le chômage des pays européens.

A l'opposé du projet des BCE, le nouveau FME ne viserait pas non plus les « disciplines », encore renforcées dans le même sens, de la monnaie unique contre l'emploi, pour la mise en concurrence exacerbée des travailleurs et pour la croissance financière.

Tout au contraire, il s'agirait de favoriser une création en monnaie commune de soutien à l'expansion monétaire non inflationniste et, à partir de là, des financements avantageux en faveur de l'emploi, de la formation et de la coopération pour une croissance efficace riche en emplois.

La création d'écus ne serait pas essentiellement dépendante des dépôts en dollars et en or, comme dans le FECOM (avec 20% des réserves en or et en dollars des Banques centrales participantes) ni de tirages remboursables et onéreux.

Des Droits de Tirages au FME des Banques centrales en écus non remboursables (une véritable création monétaire) permettraient d'obtenir des monnaies des divers pays participants. Ces sommes seraient affectées à des soutiens sélectifs des demandes intra-européennes, en faveur de l'emploi-formation et des ressources humaines développées en coopération. Les quantités et critères d'allocations seraient définis en concertation.

3. **Concrètement, la création de monnaie commune ne peut se faire que si elle s'appuie sur un investissement financier favorisant la croissance réelle et le développement des parts des Etats dans une croissance réelle élargie, dans le contexte et un nouveau régime salarial élargi.**

La création de monnaie commune ou des écus nouveaux de coopération ne dépendrait pas essentiellement des dépôts en or ou en dollars et ne viserait pas essentiellement des soutiens à court terme pour la hauteur des taux de change. Elle serait aussi fondée sur des dépôts des différentes devises nationales européennes; et elle ferait l'objet de pures créations, afin notamment de monétariser les balances commerciales positives intra-européennes, en étant fondée de façon peu inflationniste sur le PIB européen, en vue

de favoriser l'emploi et les ressources humaines en coopération. Sa relation avec les monnaies nationales maintenues permettrait des politiques monétaires et budgétaires différenciées et concertées, suivant les situations sociales et productives des différents pays associés.

Au lieu que les balances commerciales positives répétées dans le même sens, avec les dominations des pays de la zone mark tout particulièrement, fassent l'objet de créances et de placements financiers ou de contrôles, elles seraient achetées par des crédits avantageux, à partir des créations d'écus mis à la disposition des Banques centrales. Cependant, ces crédits favoriseraient l'abaissement des charges financières, plus ou moins avantageux, pour des demandes d'investissements suivant qu'ils créent plus ou moins d'emplois et pour des mises en formation suivant qu'elles entrent dans des projets d'emplois futurs plus ou moins importants. Cet abaissement des charges financières irait jusqu'à des charges financières négatives, c'est-à-dire des subventions. Et le remboursement proviendrait des résultats des emplois nouveaux incités de cette façon.

Ainsi, seraient crédités des Fonds de financement et de coopération pour l'emploi et les ressources humaines dans les différentes nations, avec des décentralisations régionales et des péréquations internationales. Ces Fonds de coopération

## Avancées récentes de l'idée de la monnaie commune (1) et de notre conception d'un instrument monétaire commun de coopération pour l'emploi

### Ils ont dit...

**Maurice Schumann.** (...) « Les Français qui ont voté "oui" – et dont je ne suis pas – se sont prononcés pour une union monétaire étendue à tous les membres de l'Union européenne. Il est en effet logique a priori de penser : s'il y a une zone économique sans frontières, elle appelle une monnaie commune (...). J'ai dit une monnaie commune et pas nécessairement une monnaie unique (...) ».

Extrait d'une interview donnée à *L'Humanité* du 13-02-97

**Jean-Pierre Chevènement.** (...) « un gouvernement de gauche pourrait changer la donne. Une monnaie commune externe pourrait être utilisée pour les échanges entre l'Europe et le reste du monde. Adoptée simultanément par tous les pays, elle laisserait subsister les monnaies nationales afin que chaque nation dispose de marges de manœuvre internes pour résoudre la multiplicité des problèmes économiques et sociaux qui se posent à chacune d'elles. Des politiques communes publiques disposant d'un financement propre pourraient nourrir une initiative européenne de croissance pour répondre au défi du chômage de masse (grands travaux, coopération avec l'Est et le Sud, recherche) (...) ».

Extrait d'un article paru dans *L'Humanité* du 30-01-97

**Dominique Voynet.** Invitant à une mobilisation « pour entériner l'impossibilité de respecter les critères tels qu'ils sont et mettre en garde contre la tentation de la faire passer en force », elle a proposé « un compromis » : que la gauche « affirme sa volonté d'une Europe sociale, environnementale, avec un instrument monétaire au service de cette ambition (...) ».

Extrait d'une interview donnée à *L'Humanité* du 13-02-97

1. Voir *Economie et Politique* de juillet-août 1990.

seraient aussi alimentés par des taxations dissuasives des placements financiers et des spéculations, ainsi que par des fonds publics. Ils favoriseraient des montages financiers avantageux et sélectifs avec les banques et les institutions financières. Ils pourraient viser l'avancée vers une « Sécurité d'emploi ou de formation pour tous les demandeurs », allant bien au-delà du plein-emploi d'Après-guerre. Mais ils stimuleraient aussi des coopérations de partage des dépenses de recherche, à l'échelle nationale et européenne. Cela économiserait les dépenses et charges financières de contrôle des firmes pour des partages de recherche monopolistes de domination et de concurrence exaspérée avec le chômage massif. Au contraire, les stimulations monétaires et financières seraient différenciées selon les conditions diverses des différents pays et notamment de leurs besoins de créations d'emplois.

Ces coopérations nouvelles dans l'Union européenne peuvent être articulées à des coopérations du même type avec les pays de l'Europe de l'Est ou encore de la Méditerranée et de l'Afrique, ainsi que du monde entier.

Visant l'emploi et la formation de toutes les populations, par des incitations financières à des demandes réciproques dans ce sens et à des partages de recherche-développement, elles s'appuieraient aussi sur de nouvelles créations monétaires mondiales et des transformations très profondes des financements internationaux. De très nouveaux Droits de Tirages spéciaux (DTS) devraient pouvoir être instaurés dans un Fonds monétaire véritablement internationalisé, à l'opposé de la domination impérialiste du FMI, comme monnaie commune mondiale. Non seulement de beaucoup plus grandes quantités de DTS seraient créées (nouvellement définies), mais elles seraient allouées aux Banques centrales participantes de tous les pays selon des critères d'efficacité sociale.

Il s'agirait de favoriser plus ou moins des demandes supérieures (à l'opposé de l'insuffisance relative de demande de la

guerre économique) suivant qu'elles visent plus ou moins des créations efficaces d'emplois et des mises en formation pour un meilleur emploi. On chercherait à supprimer graduellement le privilège du dollar comme monnaie mondiale de réserve (60% des réserves mondiales officielles) et de règlement, non par la guerre pour rivaliser avec lui comme avec l'euro, mais en utilisant ces DTS nouveaux (définis par toutes les monnaies du monde) comme monnaie de réserve et de règlement mondial.

Cela favoriserait l'institution de Fonds de financement de coopération pour l'emploi-formation de tous les peuples dans les différents pays, les partages de coûts de recherche, de nouvelles « joint-

ventures » de co-développement, opposés aux dominations actuelles. Cela s'adosserait aussi à des taxations des flux internationaux des capitaux (du type de la taxe Tobin), de pénalisation des spéculations et d'alimentations complémentaires des Fonds de coopération nouveaux. Cela s'articulerait à des conversions des dettes publiques réduisant les intérêts et à un encadrement international très strict des marchés financiers.

Cela se relierait à des transformations fondamentales de la Banque mondiale, des Banques de Développement zonales, de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et du Bureau international du Travail (BIT). ■

P.B.

## "Nous agissons pour une nouvelle construction européenne (... ) une véritable coopération monétaire"

[Extrait de l'intervention de Robert Hue à la Mutualité le 19 février 1997]

(...) Nous sommes pour une rediscussion en profondeur des engagements européens de la France. Notre choix, c'est celui d'une France active, d'une France à l'avant-garde d'une nouvelle construction européenne qui soit une VÉRITABLE COMMUNAUTÉ RÉPONDANT AUX ASPIRATIONS DES PEUPLES. Je veux naturellement m'en expliquer ce soir devant vous.

Et d'abord, je veux y insister : le Parti communiste n'est pas "anti-européen". Tout au contraire, nous voulons, nous agissons - je viens de le dire - pour une nouvelle construction européenne. Et ce choix tient d'abord au passé : nous voulons tourner définitivement la page des conflits meurtriers qui ont marqué nos peuples et notre continent. Nous voulons une Europe de paix, de sécurité, de désarmement. Ce choix tient ensuite au présent. Nos peuples ont à faire face à de graves problèmes, dont le plus redoutable est le chômage. Nous pouvons nous entraider pour les affronter mieux ensemble. Et pour ensemble les faire reculer. NOUS VOULONS DONC UNE EUROPE DE COOPÉRATION, DE CO-DÉVELOPPEMENT. Une Europe qui soit une communauté digne de ce nom entre nations souveraines, partenaires et égales. Une Europe faisant entendre du neuf dans le monde en contribuant à rendre les relations internationales plus justes et plus équilibrées.

Ce choix tient enfin à l'avenir. Nous voulons une Europe qui soit bien à l'heure de l'explosion des communications, du multimédia, une Europe plurielle, riche de l'échange et du dialogue de ses cultures. Une Europe répondant positivement aux aspirations des jeunes avides de voyages, de mieux se connaître et se comprendre. Une Europe qui soit une Europe des peuples, travaillant ensemble à l'amélioration du mieux-être, à la valorisation de leurs atouts.

La réalisation de ce choix passe, bien sûr, par des INSTITUTIONS EUROPÉENNES. On ne peut pas coopérer sans un partage des responsabilités dans la mise en oeuvre de projets communs décidés souverainement par chaque Etat-membre. Nous proposons en ce sens une véritable coopération monétaire. Avec un fonds européen nouveau permettant le financement de projets communs et garantissant la solidarité face aux agressions spéculatives contre les monnaies. Avec l'instauration de FONDS DE FINANCEMENT pour inciter au

développement, aux coopérations entre services publics respectant leur originalité nationale, à l'emploi, à l'essor de la recherche. Avec un INSTRUMENT DE COOPÉRATION MONÉTAIRE, UN ÉCU NOUVEAU, FONDÉ SUR LES MONNAIES NATIONALES. Avec une taxation commune des mouvements de capitaux. Et - pourquoi pas ? - la possibilité pour les habitants des pays de la Communauté, d'utiliser cette MONNAIE COMMUNE pour leurs voyages dans la Communauté et les échanges avec le reste du monde.

Nous proposons que cette Europe de la coopération soit aussi une EUROPE DE LA DÉMOCRATIE. Respectueuse de la souveraineté nationale, cette toute première liberté des peuples. Limitant le pouvoir des organismes non élus. Rapprochant les lieux de décision des peuples et favorisant l'intervention des salariés et des citoyens. Nous proposons une EUROPE SOCIALE. Défendant les conquêtes des peuples européens. Harmonisant "vers le haut" leurs droits acquis, au lieu de les niveler "vers le bas". Instaurant de nouveaux droits sociaux, et notamment la sécurité face au chômage et à la précarité.

Nous proposons enfin une EUROPE DE PAIX. Assurant sa sécurité collective non par la constitution d'une armée de métier, étroitement inféodée à l'OTAN et "projetable" dans le monde entier. Non par l'europanisation d'une force nucléaire française continuant en laboratoire des essais pour des armes encore plus terribles mais par la réduction des armements et l'élimination des armes nucléaires. Par la mise en place d'un système de sécurité collective fondé sur des accords politiques et l'élimination de la menace militaire. Par de NOUVEAUX RAPPORTS AVEC LES AUTRES PEUPLES, et notamment ceux du Sud.

C'est précisément parce que nous faisons ce choix d'une Europe nouvelle inventant du neuf en matière de progrès et de civilisation humaine que nous nous opposons à la construction européenne actuelle qui n'est faite que pour l'argent et où l'on ne parle que "marché unique", "libre circulation des capitaux", "monnaie unique". Et souffrances renforcées pour les peuples (...) ■

ROBERT HUE

NB : Les expressions qui apparaissent en capitales sont soulignées par la rédaction.